



Communiqué de presse 14.03.02

14 MARS, JOURNEE INTERNATIONALE D'ACTION CONTRE LES BARRAGES ET POUR LES RIVIERES, L'EAU ET LA VIE :

l'époque des grands barrages est révolue !

Pour la 5^{ème} fois, cette journée mondiale d'action contre les barrages et pour les rivières, l'eau et la vie est célébrée sur tous les continents. La journée a trois objectifs principaux : célébrer l'importance des rivières dans le cycle de vie ; sensibiliser l'opinion sur la nécessité de leur protection et protester contre leur destruction.

Cette Journée Internationale d'Action a été lancée en 1997 lors de la Conférence internationale des Personnes affectées par les Barrages qui s'est tenue à Curitiba au Brésil¹. Les cofondateurs sont International Rivers Network (IRN), European Rivers Network (ERN), Mouvement brésilien contre les barrages (MAB), India's Save the Narmada Movement (NBA), Chile's Biobío Action Group (GABB). **Chaque année à l'occasion de cette journée, de nombreuses actions ont lieu sur tous les continents et dans plus de 40 pays.**²

Comme le conclut le rapport de la Commission Mondiale sur les Barrages³ (CMB/World Commission on Dams), l'époque des grands barrages est révolue et une nouvelle ère de gestion durable des fleuves s'ouvre, qui passe par un large débat sur leur rôle, leur utilité, leurs impacts, leur réaménagement, voire leur suppression : un grand barrage n'est plus un simple synonyme de Progrès. (le démantèlement de ce mythe est définitif).

Rappel sur la genèse de la CMB

En 1997, avec le soutien de la Banque mondiale et de l'Union mondiale pour la Nature (UICN), les représentants de divers groupes d'intérêt se réunirent à Gland en Suisse, à la lumière d'un récent rapport de la Banque mondiale et afin de débattre de questions hautement litigieuses liées à la problématique des grands barrages. 39 participants, représentant les gouvernements, le secteur privé, les institutions financières internationales, les organisations de la société civile et des personnes elles-mêmes concernées décident de créer la Commission Mondiale des Barrages (CMB / WCD), avec pour mandat :

- d'examiner l'impact des grands barrages en matière de développement et d'évaluer les options disponibles en ce qui concerne le développement des ressources en eau et en énergie
- de mettre au point des critères, des lignes directrices et des normes acceptables à l'échelle internationale, concernant la planification, la conception, l'évaluation, la construction, l'exploitation et le contrôle des grands barrages, ou leur mise hors service.

Le Rapport de la Commission « **Dams and Development : A new Framework for Decision-Making** »⁴ remet en question les convictions bien établies de l'ère des grands barrages. Il donne des preuves rigoureuses et objectives des raisons pour lesquelles les nations doivent s'interroger avec plus de rigueur sur les conséquences des barrages sur l'environnement global. Sans remettre en cause systématiquement ce type d'ouvrage, en donnant pour la première fois un inventaire détaillé de leur nombre, (plus de 45 000, hors Chine) et en étudiant en détail 8 cas sur tous les continents, il décrit la manière dont les barrages peuvent avoir des conséquences négatives pour les êtres humains, la faune et la flore, les cultures et les économies locales. Le rapport « *Barrages et développement* » est un ouvrage capital sur l'avenir des barrages, ainsi que sur l'évolution du contexte du développement économique dans lequel ils s'inscrivent. Les pays, quels que soient leur niveau de développement, ne peuvent plus se permettre de continuer à faire... comme si de rien n'était.

La situation aujourd'hui

Les grands barrages en construction partout dans le monde (Chine, Inde, Amérique du sud, le sud-est de l'Asie) se voient de plus en plus contestés par les citoyens, les entreprises qui se retirent des projets. Même la Banque Mondiale commence à appliquer les recommandations du rapport de la Commission mondiale sur les barrages.

En Europe, il existe encore des projets pharaoniques qui suivent l'ancienne logique de la gestion de l'offre comme en Turquie (GAP, Great Anatolian Project) et en Espagne avec le PHN : Plan Hydraulique National (118 barrages avec une demande de cofinancement de l'Europe). Ce dernier projet est vivement contesté par la population : le 10 mars dernier, dans les rues de Barcelone, 400.000 personnes ont remis en question ces aménagements). En Turquie, ce sont UBS (Union Bank of Switzerland) et des entreprises (exemple Balfour Beatty's) qui se retirent du projet.

La France, en dépit des avancées très positives engagées sur certains bassins, comme sur le Rhône avec le Plan Rhône et sur la Loire avec le Plan Loire Grandeur Nature, n'est pas encore sortie entièrement de la culture de l'aménagement bétonné de ses fleuves.

Deux exemples. Dans le sud-ouest de notre pays, sous la pression du lobby de l'agriculture productiviste, le chantier du barrage d'**Eslourenties** a commencé. Construit sur le Gabas, un affluent de l'Adour, ce grand barrage, d'un coût de 194 millions de francs, devrait noyer 245 hectares afin de stocker 20 millions de m³ pour le maintien et le développement de l'agriculture irriguée du maïs. La construction de ce barrage, dans une région largement marquée par la pollution agricole, (pesticides en particulier) a été lancé sans aucun débat de fond, **sans qu'à aucun moment les recommandations de la Commission Mondiale sur les grands Barrages n'aient été prises en compte.**

Sur le bassin de l'Allier, un vieux barrage EDF, celui de **Poutès-Monistrol**, construit en 1941, est responsable de la quasi extinction des grands saumons de longue migration du bassin de la Loire. Malgré des améliorations tardives, (construction d'un ascenseur en 1986, etc) , ce barrage est une gêne considérable pour l'accès aux meilleures frayères de l'espèce, aujourd'hui en danger de disparition (400 saumons sont remontés pour assurer la reproduction en 2001, contre près de 40 000 au début du siècle) . Alors que la production d'énergie de l'ouvrage pourrait être remplacée par des économies d'énergie, ou le développement d'autres sources d'électricités renouvelables (éolien), et alors que des dizaines de millions de francs ont été investis pour tenter de sauver le Saumon atlantique de la Loire, EDF envisage de poursuivre l'exploitation de cet ouvrage qui ne répond plus à une logique de **gestion durable** des fleuves.

Conclusion

ERN, le WWF France et SOS Loire Vivante demandent que:

- les recommandations de la Commission Mondiale des barrages soient appliquées immédiatement à tous les projets de barrages y compris ceux en cours de réalisation.
- l'Union européenne condamne le Plan Hydraulique National Espagnole car ce projet est non conforme à la directive Cadre Eau et ne respecte pas les principes de développement durable.
- Les états européens soumettent l'attribution des crédits de garantie d'exportations aux critères définis dans les recommandations de La Commission Mondiale des barrages.
- La France reprenne son rôle innovateur en matière de gestion durable de bassins de rivières et qu'elle mette en place au plus vite, comme l'ont fait d'autres pays, un outil d'évaluation indépendant, très en amont des projets que cela soit sur le territoire français ou ailleurs avec implication de la France.
- La France émette un moratoire pour une dizaine de grands barrages qui sont encore prévus dans le sud ouest, sans débat réel - afin de générer les réflexions globales nécessaires et de trouver des solutions permettant de protéger le ressource en eau.

1) Déclaration de Curitiba : www.ern.org/curitiba.htm

2) Journée intl : Background et actions : www.ern.org/14mars.htm

3) WCD : site officiel www.dams.org

4) Téléchargement du rapport : www.rivernet.org/general/wcd/welcome.htm#download

Pour plus d'information : ERN European Rivers Network, Roberto Epple, Tél +33 6 08 62 12 67
SOS Loire Vivante, (Gaele Rousseau ou R. Epple) +33 4 71 05 57 88
WWF France Martin Arnould Tél. 04 77 21 58 24